

## Industriel et banquiers français sous l'occupation.

Grands ou petits savants, chercheurs, étudiants ou simples passionnés d'histoire, si vous fouillez dans une salle d'archives et qu'un grand carton se met à bouger, n'ayez pas peur, c'est Annie Lacroix-Riz qui vit à l'intérieur. Dans le monde des dépouilleurs, de notes, rapports, mémoires ou pactes, cette obsédée du document est médaillée aux J.O de la connaissance par le grimoire. Mais pourquoi Annie Lacroix-Riz - qui nous sert aujourd'hui le plat glacé, la cigüe d'un livre « Industriels et banquiers français sous l'occupation » (éditions Armand Colin)- a-t-elle besoin de s'abriter derrière la vérité des traces écrites laissées par les acteurs de l'histoire ? C'est que la dame n'est pas l'amie de tout le monde. Ancienne élève de Normale Sup et professeur émérite à Paris 7, elle reste un penseur en quarantaine. Pour la détester, parfois la diffamer, nous avons d'un côté les industriels et banquiers, toujours en place, dont les ascendants sont mis à nu. Et certains, nous a démontré l'historienne, en France pendant la seconde guerre, ont consciencieusement produit ce Zyklon B qui était l'outil de la « solution finale ». A minima, tous ces bons gestionnaires ont collaboré « économiquement » au bonheur de l'Allemagne. L'autre « ennemi » d'Annie Lacroix-Riz, c'est la pensée unique. Celle de ses collègues qui tiennent les clés de coffres vides, ceux de l'histoire officielle. Tous, à l'époque où « c'était porteur » ont pris leur carte au PCF. Avant d'écrire « mon dieu quelle horreur », au moment où les soviets passent de mode. Lacroix-Riz, sans renoncer, sauf à sa carte du PC, continue fièrement de labourer le sillon marxiste. Il ne conduit ni aux pages culture du Monde ni à un emploi de consultant au FMI.

Les tranchées étant creusées, que nous dit l'historienne qui, en 1999 avant l'ouverture des archives de l'instruction des procès faits aux ministres de Vichy, avait déjà abordé le sujet ? Dans son premier opus elle laissait une toute petite porte ouverte sur le doute : « après tout, les industriels et banquiers, en tous cas certains, n'ont peut-être collaboré que menacés d'un pistolet sur la tempe

... ». Du volume d'aujourd'hui, lourd de 816 pages, tombe le verdict : « non la collaboration économique, sauf exception, n'a rien eu de forcé ». Mieux, elle fut une jubilation pour ces « managers » qui, par la nouvelle Europe avec à sa tête le grand Reich, vivaient une première forme de mondialisation.

Révolution économique qui serait une divine surprise apportée dans les banques et usines par les fourgons d'Hitler ? Pas du tout, nous dit Lacroix-Riz. L'entente, le premier tissage des liens, l'élaboration du rêve remontent bien avant l'invasion de la France. Avant même l'arrivée du chef nazi comme chancelier, nombre de représentants des « 200 familles » trouvaient que ce révolutionnaire avait de bonnes idées. Après 1936, au motif que « mieux vaut Hitler que le Front populaire », le patronat a choisi le modèle allemand avant qu'il ne débarque sous l'Arc de triomphe.

Les entrepreneurs nazis installés en France, on **a** assisté, Lacroix-Riz nous le montre, à la création de cartels, au pillage de matières premières et de produits fabriqués qui prenaient la couleur de l'Europe nouvelle en prenant le train pour Berlin. Les « capitaux juifs », bien sûr, devenant aryens dès qu'un collabo français les livrait à l'édification du III<sup>e</sup> Reich. Sainte pudeur, ne parlons pas des biens coloniaux pillés par l'Allemagne jusqu'en Afrique, grâce à la bonne volonté et au zèle du patronat français...

Dans les usines de l'hexagone, celles qui tournaient encore, il s'agissait de mouiller sa chemise pour le bien des hommes nouveaux. Avec une politique sociale exemplaire : baisse des salaires, concentration du capital et hausse des profits. Pour expliquer la douleur, le maître de l'usine accusait le poids de l'occupant tout en grossissant un bas de laine qui, aujourd'hui encore, n'a pas été détricoté.

La table des matières, et celle des noms cités, est le pire du livre. Le pire pour l'honneur perdu de ceux qui, le 18 août 44, ont eu le temps d'arracher la Francisque de leur veste pour yagrafer le V des FFI. Leurs petits papiers sont là, dans le livre, et pas oubliés. Tels l'œil de la tombe ils les regardent.

Ceux qui estiment qu'un tel livre va faire un foin, provoquer des divorces au motif que le grand père a fait notre fortune, payé notre château, en vendant du beurre aux Allemands, se trompent. Annie Lacroix-Riz, si elle est une femme d'archives, est par là même une historienne de placard : rien ne doit être dit, ou publié sur ces écrits qui ravivent des querelles oubliées, simples incartades du

temps. En 1945, grandeur et unité du pays oblige, De Gaulle n'a pas souhaité demander des comptes à des industriels et banquiers fort utiles pour « relever la France ». Et Mitterrand n'a-t-il pas sonné la paix finale depuis le wagon du TGV qui l'a conduit de Vichy à l'Élysée. Avec Bousquet en chef de gare.

Jacques-Marie BOURGET

*Industriels et banquiers français sous l'occupation. (Éditions Armand Colin. 816 pages. 35 euros)*